

PCF
Parti communiste français

Fédération de Seine et Marne

264 rue de la Justice BP 10.118 - 77004 Melun Cedex
Tél : 01.64.79.75.10 - Fax : 01.64.79.75.15
mail : pcf.fede77@free.fr

INFO FEDE Seine et Marne

6 Janvier 2016

François Hollande, le président autiste

Edito Daniel Guichard

Autant d'un point de vue économique que sur le plan social, l'année qui vient de se terminer, à l'image des précédentes du quinquennat de François Hollande, a été marquée du sceau de l'austérité et de l'autoritarisme.

À l'entame de la dernière année pleine de son quinquennat, François Hollande estime que l'année 2015 a été une « année terrible et douloureuse ». Mais terrible et douloureuse pour qui ? Pour messieurs Ghosn, Arnault et Cie, dont les rémunérations augmentent au prorata du matraquage social sur le dos des salariés et du plastiquage du tissu industriel et productif ? Terrible et douloureuse année pour les actionnaires qui ont empoché en 2015 40 milliards d'euros de dividendes (62,5% du résultat net global, en hausse sur 2014) ? Bien évidemment non. Alors ?

Brutalité, déni de démocratie

En qualifiant ainsi l'année écoulée, le président de la République ne se faisait aucun souci pour les oligarques, n'ayant eu, avec Manuel Valls, d'autre politique que de répondre « à vos ordres » dès que Gattaz faisait les gros yeux ou que la chancelière allemande revêtait son costume de Mère Fouettarde. Quitte, dans leur empressement à contenter le camp du capital et de la rente, à cadenasser le débat démocratique. Trois recours à l'article 49-3 pour faire "passer" la

loi Macron !

Quand, en 2007, De Villepin utilisa cet article pour le CPE (Contrat première embaûche), que n'entendit-on pas de la part d'un premier secrétaire du PS, remonté tel le coucou d'une banque suisse ! « Violation des droits du Parlement, brutalité, déni de démocratie... », fulminait alors un François Hollande sinon de gauche du moins oppositionnel.

Cette année encore, le CICE (Crédit d'impôt compétitivité emploi), a permis de doper les bénéfices des principaux établissements financiers français... qui ont continué de licencier par milliers, comme tant de grands patrons, assistés se gobergeant d'argent public.

Croissance nulle ou quasi, chômage toujours à la hausse, pauvreté qui s'étend, baisse du pouvoir d'achat et, malgré tous les coups de rabot austéritaire, notre dette publique toujours en hausse (96,9% du PIB).



SOMMAIRE

P1 : Edito

François Hollande, le président autiste

P2 : Modification de la constitution

Comble de justice, comble d'injustice

P3 : Congrès départemental

Déroulé du Congrès

Proposition de rapporteurs, présidences de commissions et séances

P4 : Suite congrès

Manifestation 9 Janvier

P5 : Révolution numérique

12 Février au Conseil National

Pousses prometteuses

On ne doit donc pas être surpris qu'un site internet boursier tresse des couronnes de lauriers à François Hollande, qui aurait «changé de stature», devenant une sorte de deus ex machina de la scène diplomatique européenne et internationale. à voir.

Depuis le début de son quinquennat, la politique libérale autoritaire que mène le président de la République est-elle, à chaque élection désavouée sous diverses formes par celles et ceux qui en

.../...

sont les victimes ? Qu'importe, il ira chercher ailleurs les voix pour assouvir sa brigue d'un second mandat. Quitte, après en avoir renié les valeurs, à sacrifier la gauche.

L'histoire a connu des félonies moins repoussantes. Oui, cependant, pour le peuple de gauche, pour les gens modestes, pour les jeunes en galère... l'an-

née a été terrible et douloureuse. Mais de la faute à qui ? On connaît le mal. Il faut y remédier. Pour les communistes, l'année qui s'ouvre sera placée sous le signe de la réflexion, du débat, de la construction commune et de sa mise en mouvement, d'un élan majoritaire pour un changement de gauche. La contestation de l'austérité donne quelques

bourgeons en Europe. Des pousses prometteuses qui sont le signe que l'austérité et l'ordre européen néolibéral, dont la crise systémique a accentué la brutalité et l'autoritarisme, n'est pas le bon chemin pour les peuples.

Notre grand défi pour 2016 sera de redonner du mordant à la gauche.

Comble de justice, comble d'injustice

Annoncée peu après les attentats du 13 novembre, sans le recul nécessaire et sans se dégaier des émotions et des peurs suscitées par la situation, la modification de la Constitution sent le coup politique et la manipulation.

L'extension de la déchéance de nationalité pour les binationaux nés en France, annoncée par François Hollande devant le Parlement réuni en Congrès le 16 novembre, trois jours après les attentats de Paris et de Saint-Denis, a provoqué au cours des dernières semaines de très nombreuses réactions. La raison et les valeurs républicaines semblaient l'avoir emporté. Il n'en est rien. Jamais une telle mesure n'avait été assumée par les plus hautes autorités de l'état. Présentée par Manuel Valls comme une décision à « caractère hautement symbolique », elle serait plutôt une honte et un reniement pour notre République. Aujourd'hui, pour le pouvoir en place, l'extension de la déchéance de nationalité est proposée « au nom de l'égalité » alors qu'elle aurait pour conséquence de créer deux catégories de Français.

Le risque d'un régime d'exception permanent

D'aucune efficacité contre le terrorisme, la déchéance de nationalité est apparue au cours des dernières semaines comme une nouvelle légitimation de l'extrême-droite, puisque cette mesure est directement tirée du programme du FN. Où est donc le danger, dans un climat de peur, de haine et de stigmatisation avec l'utilisation qui

peut en être faite plaçant le FN au coeur du paysage politique et idéologique ? En quoi la déchéance de nationalité désarmerait-elle des terroristes dont l'objectif est de semer la mort en y perdant la vie ? En quoi, pour reprendre l'expression du Premier ministre, aura-t-elle la moindre « efficacité pour protéger nos concitoyens » ? Concernant l'état d'urgence, la réforme constitutionnelle présentée fait courir le risque d'un régime d'exception permanent et d'une aggravation des atteintes aux libertés constatées depuis quelques semaines, ciblant des personnes sans aucun lien à des risques d'attentats. C'est une mauvaise réponse aux terroristes alors qu'il est parfaitement possible, en y consacrant les moyens humains nécessaires pour

aucune consultation sérieuse n'a été menée sur ce sujet, aucun travail citoyen. Cette façon de faire va davantage contribuer à désaffilier la République du peuple souverain. Pour les communistes, la Constitution doit être revue, et même changée. Mais pas pour cela, ni de cette façon.

Nous appelons à un grand débat citoyen pour refonder la République et lui donner un nouvel élan populaire. Les prochaines semaines, le débat devra défendre l'essentiel.

Ce qui était attaqué par Daesh : la République, notre démocratie et nos libertés.

En révisant la Constitution, le gouvernement du pays des droits de l'homme fait le choix de déroger à un certain nombre de ces droits.



la police et la justice, d'assurer la sécurité dans le respect de notre état de droit. Où donc est le danger ? Quand notre République doute de ses valeurs, de la Liberté, de l'égalité et de la Fraternité, elle fait le jeu des terroristes car il s'agit là de leur objectif premier. Toute modification constitutionnelle ne devrait pouvoir se faire que dans un vaste processus démocratique. Or,

Congrès départemental

Déroulé du Congrès Départemental de Seine et Marne

Le samedi 23 janvier 2016

Vaux le Pénil - Espace Liberté - 264 Rue de la Justice

Samedi 23 Janvier matin (1ère séance)

A partir de **8h45** – « Café - croissants »
Accueil des délégués-es

9h15 : début du congrès

Election du bureau du Congrès ainsi que de la commission des mandats, des votes et des présidences de séances

Vote

9h30 : Introduction au débat général : Daniel Guichard

“ Après les élections régionales comment rebondir ?

*Front de gauche, un résultat décevant, pourquoi ?
A quels obstacles se heurte la gauche de transformation sociale ?*

Comment faire reculer l'extrême droite ?

Dans ce nouveau paysage politique : reconstruire l'espoir à gauche.

Sur quoi ? Comment ? Avec qui ?

Quelles initiatives du PCF ?”

Débat général

Samedi 23 Janvier après midi (2ème séance)

12h30 : Fin de la 1ère séance



12h30 à 14h30 repas (pris à l'extérieur)

14h30 à 15h30 :

Suite du débat général

15h45 à 16h00 :

Rapport sur les directions : **Alain Janvier**

Débat
et
vote

Election du nouveau Conseil départemental

17h30 :

Fin du Congrès départemental



Propositions de rapporteurs, présidences de commissions et séances

Propositions de Rapporteurs, Présidences de commissions et Séances

Remise du mandat individuel à : Anne Marie Matos

Proposition de composition du Bureau du Congrès départemental :

Daniel Guichard, Elsa Martin, Alain Janvier, Virginie Masson, Evelyne Coignet, Vincent Benoist, Marine Descotes-Gali, Gérard Salkowski, Florent Demont. (à compléter)

Commission des mandats :

Rapporteur : **Vincent Benoist**

Candidatures : **Alain Janvier**

Commission des votes : Evelyne Coignet, Virginie Masson

Présidences de séance :

Samedi matin : **Jean-François Dirringer**

Samedi après midi : **Karine Jarry**

(S'agissant de propositions, certains camarades doivent confirmer leurs disponibilités)

le coût du mandat par délégué est de 30€ pour couvrir uniquement le prix du repas pris à l'extérieur

☛ Suite Congrès

☛ Chaque section doit faire connaître très rapidement auprès de la fédération les coordonnées de ses délégué(es) de section en tenant compte de la parité (voir tableau ci-dessous).

Section de : 

Délégué(e) Nom(s) : Prénom(s) :

Nombre de délégué(es) de section : 1 délégué par section et 1 délégué supplémentaire par tranche de 100 adhérents

Sections	Nombres de délégué(es)			Roissy	1+1
Mitry	1+3	Ferté	1+1	Pontault Combault	1+1
Chelles	1+2	Coulommiers	1+1	Tournan	1+1
Lagny	1+1	Montereau	1+1	Rozay	1+1
Champs	1+1	Nangis	1+2	Snecma	1+1
Torcy	1+3	Provins	1+1	Fontainebleau	1+1
Meaux	1+1	Dammarie	1+3	Moret	1+1
Crécy	1+1	Brie/Savigny	1+1	Nemours	1+1

Les membres du conseil départemental qui ne seront pas délégué(e) peuvent participer sans droit de vote

☛ Nous demandons également à chaque section le règlement total du coût des mandats pour l'ensemble de ses délégués, afin que la fédération ne soit pas dans l'obligation d'avancer l'ensemble de la facture du règlement des repas que nous devons réserver auprès du restaurant. Le coût du mandat par délégué a été fixé à 30€ ce qui couvre uniquement les frais de repas du samedi midi (2 délégués = 60 € ainsi de suite, **chèque à l'ordre du PCF**).

La commission des candidatures, chargée de travailler, dans le cadre de notre congrès départemental et tout particulièrement sur notre direction, s'est réuni hier à la fédération. Cette réunion fait suite à un travail qui a commencé bien en amont, depuis le premier trimestre de 2015.

Ce congrès départemental n'est pas destiné à redéfinir ni mettre à jour la politique de notre parti dans son ensemble : cela viendra dans le cadre de la préparation du 37e congrès natio-

nal qui se tiendra du 2 au 5 juin 2016, mais à voir comment disposer et organiser nos forces pour accroître leur efficacité dans le combat qui est le nôtre, et, partant de là, d'élire les personnes qui vont intégrer les organes de direction dont nous avons besoin. La décision que nous avons prise ensemble est de ne pas bouleverser le conseil départemental existant. Mais, en même temps de laisser la possibilité à celles et ceux qui, pour des raisons personnelles, familiales, professionnelles, de

difficultés à participer ou autres raisons ne souhaitant pas continuer, de pouvoir le quitter.

La commission a enregistré la proposition de candidature de notre camarade Sylvie Fuchs, aujourd'hui conseillère régionale, comme candidate à la succession au poste de secrétaire départemental occupé aujourd'hui par Daniel Guichard. La commission tient donc à vous en informer.

Samedi 9 Janvier, manifestons : Vérité et Justice pour Sakine, Rojbîn et Leyla

Le **samedi 9 Janvier à 10h00, Gare du nord**, se tiendra une grande manifestation européenne pour réclamer la justice pour nos trois amies kurdes assassinées en plein Paris le 9/01/2013. Nous sommes, tu le sais, très engagés depuis des années aux côtés du peuple kurde pour ses droits politiques et culturels et la démocratie en Turquie.

Cette année, cette manifestation est plus importante que jamais pour deux raisons :

- Le juge d'instruction a fini son travail, l'assassin présumé est en prison, les commanditaires identifiés : mais il faut maintenant qu'ait lieu le procès pour faire la lumière sur la réalité de ces assassinats et pour rendre justice à nos amies (l'assassin étant malade, son décès entraînerait de fait la non tenue du procès)

- La situation actuelle en Turquie est dramatique : assassinats de civils, emprisonnements de militants, menaces sur S.Demirtas, le co-président du HDP sont le lot quotidien des progressistes turcs et des kurdes.

Pour toutes ces raisons, nous souhaitons une présence importante et visible des communistes et de leurs élu-e-s (rendez-vous devant la Gare du nord, rue de Dunkerque, à 10h, samedi).

Appel à manifester

Vérité et Justice pour Sakine, Rojbîn et Leyla, assassinées à Paris le 9 janvier 2013

Le Parti communiste français appelle à manifester le 9 janvier prochain en hommage aux trois militantes kurdes, Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leila Saylemez, froidement assassinées en plein Paris, il y a 3 ans.

Depuis ce terrible 9 janvier 2013, l'enquête a avancé, l'assassin est en prison et des éléments tangibles montrent que ce dernier a agi pour le compte des services secrets turcs (MIT) mais toute la vérité doit encore être exposée au grand jour, les responsabilités pointées et justice rendue en particulier aux familles de nos trois amies et camarades qui n'ont toujours pas été reçues par le gouvernement français

Nous exigeons que le gouvernement français mette tout en œuvre pour faire la lumière complète sur ces crimes d'Etat et que justice soit faite par la tenue sans plus tarder d'un procès.

Le PCF et ses militants seront présents samedi 9 janvier 2016 dès 10h00 Gare du nord et manifesteront jusqu'à Place de la République

Parti communiste français / Paris, le 4 janvier 2016

TURQUIE : UNE IGNOMINIE D'ERDOGAN CONTRE LA DEMOCRATIE ET LES DROITS HUMAINS

Le président turc, R.T. Erdogan, a franchi un nouveau pas dans l'abjection. Il vient de citer l'Allemagne nazie en exemple pour défendre l'établissement d'un régime présidentiel fort qu'il veut instaurer contre la volonté de son peuple. Cette infamie s'inscrit dans l'accentuation de sa politique de terreur. Le déchaînement de violence contre les Kurdes constitue un crime contre l'humanité qui a déjà fait, en quelques semaines, plus de 3000 victimes et 200 000 déplacés dans les villes placées sous blocus par l'armée et la police. Les attentats, les assassinats politiques, les arrestations d'élus et de journalistes s'amplifient. Les bombardements contre les forces kurdes, notamment le PKK, qui combattent les criminels de Daesh, s'intensifient en Syrie (Rojava) et en Irak. Les migrants qui fuient les conflits sont livrés, sur le territoire turc, aux trafics mafieux dans l'impunité la plus totale.

Pendant ce temps, la France, l'UE et l'OTAN se rendent complices d'Erdogan par leur silence, leur soutien et leur soumission à ses injonctions.

Le Parti communiste français exprime sa solidarité avec les démocrates turcs, le peuple kurde et avec le co-président du HDP, S. Demirtas, aujourd'hui gravement menacé. La duplicité et le cynisme avec R.T. Erdogan doivent cesser. La France et l'UE doivent peser de tout leur poids pour faire respecter la démocratie et les droits humains en Turquie.

Parti communiste français / Paris, le 2 janvier 2016

La révolution numérique en débat !



Debat

La révolution numérique ou la naissance d'un nouveau monde entre émancipation et aliénation

Le 12 Février à 19h
Espace Niemeyer
2, place du Colonel Fabien
75019 Paris

PCF FRONT DE GAUCHE